

France : depuis quand le décrochage, et pour quelles raisons ?

Nous comparons la France à l'ensemble de la zone euro, en ce qui concerne les évolutions depuis 1999 :

- des dépenses publiques, de la pression fiscale et du déficit public ;
- du poids de l'industrie dans l'économie ;
- du taux d'investissement des entreprises (total et en nouvelles technologies), de la productivité du travail, des dépenses de Recherche-Développement des entreprises ;
- du taux d'emploi, du taux de chômage (des jeunes, des personnes âgées de plus de 60 ans, de l'ensemble de la population) ;
- des compétences des jeunes et des adultes ;
- de la balance commerciale.

On voit que la France décroche par rapport à l'ensemble des pays de la zone euro, le plus souvent depuis 2008.

L'origine de ce décrochage est multiple :

- depuis 2008, le recul de la productivité, le recul de l'effort de Recherche-Développement des entreprises ;
- depuis 2012, la hausse de la pression fiscale sur les entreprises ;
- depuis 2008, le recul du poids de l'industrie ;
- depuis 2015 ; le recul, relativement aux autres pays de la zone euro, du taux d'emploi que l'on peut relier au recul des compétences des jeunes et des adultes ;
- depuis 2006 ou 2010, la dégradation de la balance commerciale.

Patrick Artus

Conseiller économique senior

patrick.artus-ext@ossiam.com

✉ @PatrickArtus

Depuis quand la France décroche-t-elle par rapport à l'ensemble des pays de la zone euro ?

De nombreuses comparaisons (le Rapport Draghi, le Rapport Letta) ont été faites entre les Etats-Unis et l'Union européenne. Nous voulons nous demander ici si **la France a décroché par rapport à l'ensemble des pays de la zone euro**, de la même manière que l'Union européenne a décroché par rapport aux Etats-Unis.

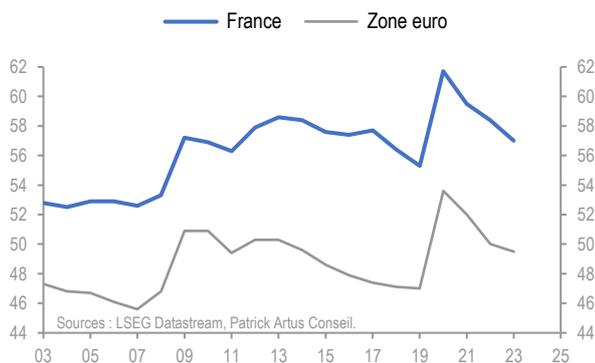
Pour ce faire, nous examinons :

- le poids des dépenses publiques, la pression fiscale et le déficit public ;
- le poids de l'industrie dans l'économie ;
- le taux d'investissement (total et en nouvelles technologies), la productivité du travail et les dépenses de Recherche-Développement des entreprises ;
- le taux d'emploi (des différentes tranches d'âge), le taux de chômage ;
- les compétences des jeunes et des adultes.

Dépenses publiques, pression fiscale et déficit public

Les **dépenses publiques, la pression fiscale, le déficit public** sont **plus élevés en France depuis le début des années 2000** (Graphiques 1a, b, c, d). Le **taux d'endettement public** devient **plus élevé** en France que dans le reste de la zone euro à partir de 2014 (Graphiques 1e). **La pression fiscale** sur les entreprises **s'élève en France à partir de 2012** (Graphique 1c).

Graphique 1a
Dépenses publiques (en % du PIB valeur)



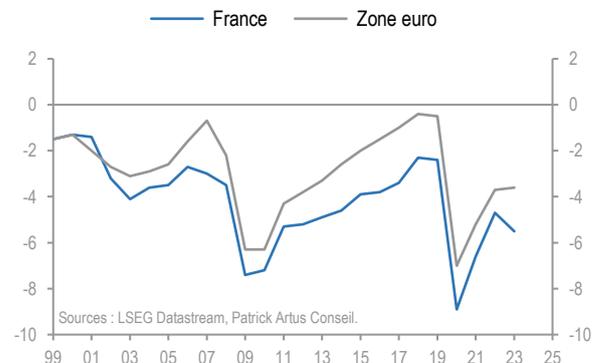
Graphique 1b
Pression fiscale (en % du PIB valeur)



Graphique 1c
Cotisations sociales, impôts sur la production et les bénéfices payés par les entreprises (en % du PIB valeur)



Graphique 1d
Déficit public (en % du PIB valeur)



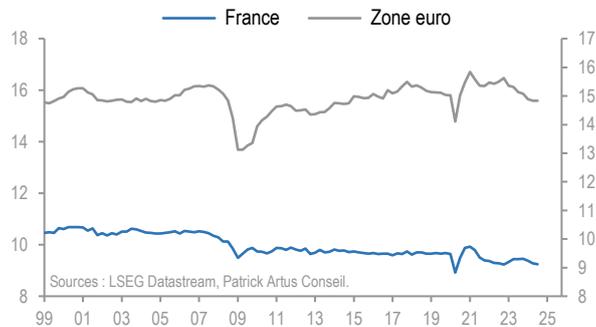
Graphique 1e
 Dette publique (en % du PIB valeur)



Poids de l'industrie dans l'économie

Le Graphique 2 montre le poids de l'industrie manufacturière dans le PIB (en volume).

Graphique 2
 Valeur ajoutée manufacturière en volume
 (en % du PIB volume)



Ce graphique montre que le poids de l'industrie est stable dans la zone euro en moyenne depuis la fin des années 1990, alors qu'il recule en France depuis 2008.

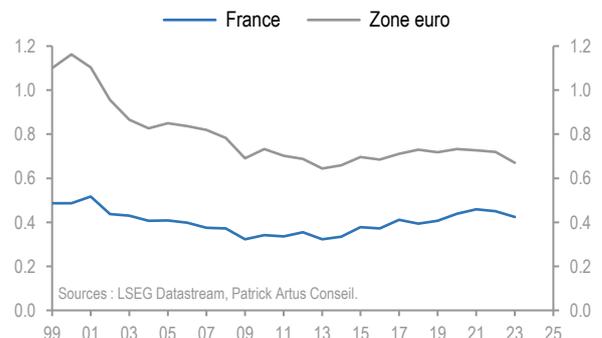
Investissement, productivité, Recherche-Développement

Le Graphique 3a montre le taux d'investissement des entreprises en valeur rapporté au PIB, le Graphique 3b montre le taux d'investissement en nouvelles technologies hors logiciels rapporté au PIB, le Graphique 3c montre la productivité du travail, le Graphique 3d le niveau des dépenses de Recherche-Développement des entreprises en pourcentage du PIB.

Graphique 3a
 Investissement des entreprises non financières
 en valeur (en % du PIB valeur)



Graphique 3b
 Investissement en technologies de l'information et de la communication (en % du PIB valeur)



Graphique 3c
Productivité par tête (100 : 1999.T1)



Graphique 3d
Dépenses de R&D des entreprises (en % du PIB valeur)

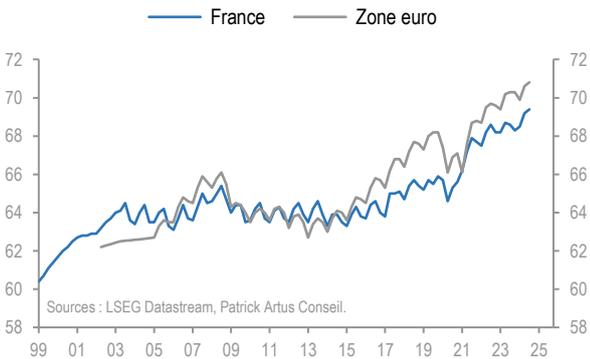


On voit que relativement au reste de la zone euro, **le taux d'investissement, les dépenses de Recherche-Développement et la productivité du travail reculent depuis 2008**. Le taux d'investissement en nouvelles technologies est continûment inférieur en France à ce qu'il est dans le reste de la zone euro.

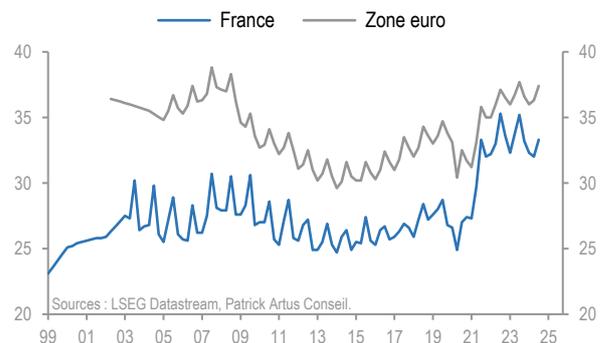
Taux d'emploi et taux de chômage

Le **Graphique 4a** montre le taux d'emploi des 15-64 ans en France et dans la zone euro, le **Graphique 4b** le taux d'emploi des 15-24 ans, le **Graphique 4c** le taux d'emploi des 25-29 ans, le **Graphique 4d** celui des 60-64 ans.

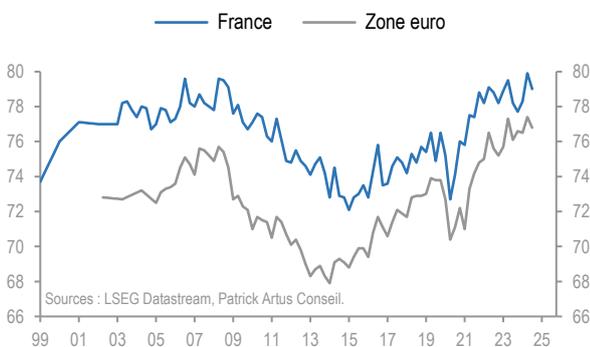
Graphique 4a
Taux d'emploi des 15-64 ans (en %)



Graphique 4b
Taux d'emploi des 15-24 ans (en %)



Graphique 4c
Taux d'emploi des 25-29 ans (en %)

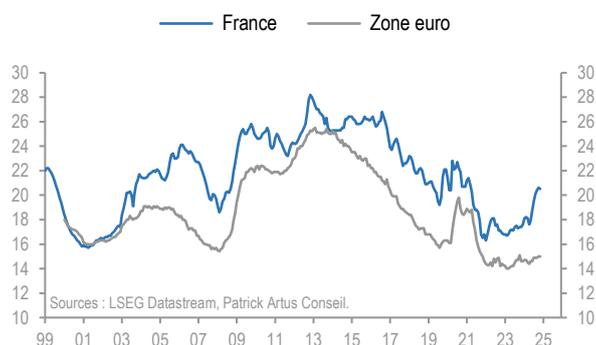


Graphique 4d
Taux d'emploi des 60-64 ans (en %)



Le **Graphique 5** montre le **taux de chômage des jeunes** (15-24 ans).

Graphique 5
Taux de chômage des 15-24 ans (en %)



On voit que le **taux d'emploi total** (des 15-64 ans) **recule en France par rapport au niveau de celui de la zone euro depuis 2015** ce qui est dû à l'évolution du taux d'emploi des personnes de plus de 60 ans. Le taux de chômage en France devient supérieur à celui de la zone euro à partir de 2003 (**Graphique 5**).

Compétences des jeunes et de l'ensemble de la population

Les compétences des jeunes peuvent être mesurées par l'enquête PISA (**Tableau 1**), les compétences des adultes par l'enquête PIAAC (**Tableau 2**).

Tableau 1 : Résultats aux enquêtes PISA de l'OCDE (score global, par score décroissant de l'enquête de 2022)

Pays	2009	2012	2015	2018	2022
Allemagne	510	515	508	500	482
Pays-Bas	519	519	508	502	480
France	497	500	496	494	478
Espagne	484	490	491	482	477
Italie	486	490	485	477	477

Source : OCDE

Tableau 2 : Résultats à l'enquête PIAAC de l'OCDE par score décroissant de l'enquête de 2023* (score global)

Pays	2016	2023
Allemagne	282	276
Pays-Bas	271	267
France	258	253
Espagne	249	246
Italie	249	240

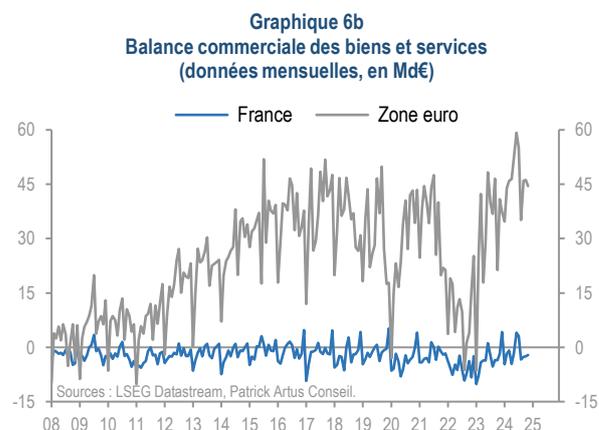
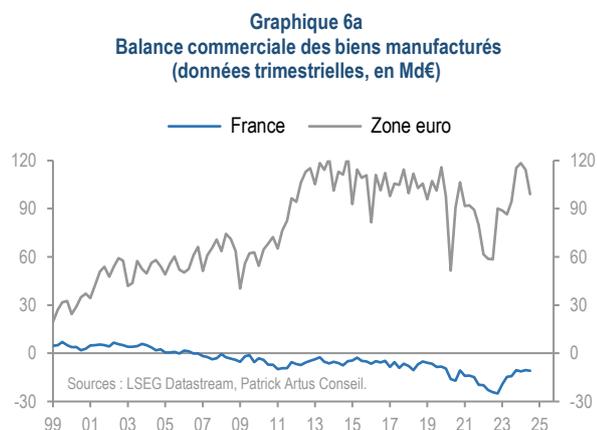
* En 2016 score moyen en numératie et littératie

Source : OCDE

On voit que les compétences des jeunes reculent à partir de 2015 en France et les compétences des adultes entre 2016 et 2023.

Balance commerciale

Le **Graphique 6a** montre la **balance commerciale pour les produits manufacturés de la France et de l'ensemble des pays de la zone euro**, le **Graphique 6b** montre la **balance commerciale pour l'ensemble des biens et services**.



Ces deux graphiques montrent que **la balance commerciale des biens manufacturés et de l'ensemble des biens et des services en France se dégrade à partir de 2006 ou 2010**.

Synthèse : en quoi la France a-t-elle décroché depuis 1999 par rapport aux autres pays de la zone euro ?

Le décrochage de l'Europe par rapport aux Etats-Unis est bien documenté.

Nous regardons ici dans quels domaines la France a décroché par rapport aux autres pays de la zone euro, et quand se produit ce décrochage.

On voit **un affaiblissement de la situation de la France par rapport à celle de l'ensemble de la zone euro**, en ce qui concerne tous les éléments analysés : productivité, effort de Recherche-Développement des entreprises, investissement dans les nouvelles technologies, poids de l'industrie, taux d'emploi, compétences des jeunes et des adultes, balance commerciale.

Cet affaiblissement de la situation relative de la France date dans la plupart des cas de 2008.

Avertissement

Ossiam, filiale de Natixis Investment Managers, est un gestionnaire d'actifs français agréé par l'Autorité des Marchés Financiers (Agrément n° GP-10000016). Bien que l'information contenue dans le présent document provienne de sources jugées fiables, Ossiam ne fait aucune déclaration et ne donne aucune garantie quant à l'exactitude de toute information dont elle n'est pas la source. Les informations présentées dans ce document sont basées sur les données du marché à un moment donné et peuvent changer de temps à autre. Le présent document a été préparé uniquement à des fins d'information et ne doit pas être considéré comme une offre, une sollicitation d'offre, une invitation ou une recommandation personnelle d'acheter ou de vendre des actions participantes, tout titre ou instrument financier d'un Fonds Ossiam, ou de participer à toute stratégie de placement, directement ou indirectement. Il est destiné à être utilisé uniquement par les destinataires auxquels Ossiam le met directement à disposition. Ossiam ne traitera pas les destinataires de ce document comme ses clients du fait qu'ils aient reçu ce document. Tous les renseignements sur la performance présentés dans ce document sont fondés sur des données historiques et, dans certains cas, sur des données hypothétiques, et peuvent refléter certaines hypothèses à propos des frais, des impôts, des charges de capital, des attributions et d'autres facteurs qui influent sur le calcul de rendements. Toutes les opinions exprimées dans ce document sont des énoncés de notre jugement à cette date et sont susceptibles de changer sans préavis. Ossiam n'assume aucune responsabilité fiduciaire pour les conséquences, financières ou autres, provenant d'un placement dans un titre ou un instrument financier décrit dans ce document ou dans tout autre titre, ou de la mise en œuvre d'une stratégie de placement. Les informations contenues dans ce document ne sont pas destinées à être distribuées ou utilisées par une personne ou une entité, par un pays ou une juridiction, où cela serait contraire à la loi ou à la réglementation ou qui assujettirait Ossiam à toute exigence d'inscription dans ces juridictions. Ce document ne peut être distribué, publié ou reproduit, en entier ou en partie.